Être une femme journaliste, à quel prix ?

SÉQ

Être
journ
a

DÉCRYPTAGE PUBLIÉE LE 03/03/2025

Formation de travail liée : DÉLÉGATION AUX DROITS DES FEMMES ET À L'ÉGALITÉ

Podcast femmes et médias

Le Conseil économique, social et environnemental (CESE) a organisé le 25 février 2025 l'événement « Femmes et médias : les rencontres de l'égalité » pour décrypter les liens entre droits des femmes, médias, et démocratie.

À cette occasion, l'hémicycle du CESE s'est transformé en plateau de radio pour l'enregistrement et la diffusion en direct d'une émission animée par Giulia Foïs (journaliste sur France Inter) et Benoît Bouscarel (journaliste et fondateur de l'Onde Porteuse).

Dans cet épisode retrouvez les témoignages de Laëtitia Greffié, rédactrice en chef à Ouest-France, Aurélia Sevestre, journaliste, représentante du Syndicat national des journalistes (SNJ), Emmanuella Dancourt, présidente de #MeTooMédia, Nora Hamadi, journaliste, productrice à France Culture, et Lucie Daniel, chargée de plaidoyer à Equipop.

La parité et l'égalité sont des enjeux éditoriaux et de ressources humaines pour les rédactions, par Laëtitia Greffié

« Ouest-France, c'est 750 journalistes et au cours des dix dernières années nous avons pu féminiser significativement la rédaction », explique Laëtitia Greffié, rédactrice en chef à Ouest France.

En 2018, plusieurs jeunes journalistes sont venus avec des propositions éditoriales. Trois mois plus tard le réseau "Égalité" était lancé et a permis de mettre en place de nombreux outils utilisés au quotidien.

> *« Nous avons instauré des baromètres pour mesurer la place des femmes, rédigé des chartes d'écriture non sexiste, et collaboré avec des annuaires d'experts. C'est la rédaction qui a vraiment bien porté ce sujet et qui a permis qu'il émerge. »*

Pour Laëtitia Greffié, les enjeux RH et éditoriaux sont liés, et ce sont les jeunes journalistes qui ont fait changer les choses.
« Si vous portez éditorialement un sujet dans la rédaction, c'est alors plus simple de faire avancer les choses. Vous ne pouvez pas convaincre une rédaction d'écrire sur certains sujets sans pousser ces thématiques en interne. Il est important que cela devienne une entité de la ligne éditoriale du journal. »



La parité et l'égalité ont donc été intégrés dans le corpus de chartes de Ouest-France, et aujourd'hui, cela fait partie de la discussion de la ligne éditoriale.

> *« À Ouest-France, nous avons une majorité de femmes à la direction des rédactions, ce qui est un changement significatif des dernières années. Aujourd'hui, nous avons 47 % de femmes dans l'ensemble de la rédaction. Bien que ce ne soit pas parfait, c'est une amélioration notable. »*

La rédactrice en chef insiste : Il est crucial de continuer à promouvoir l'égalité et la parité pour faire évoluer les choses rapidement et efficacement.

S’engager syndicalement lorsque l’on est une femme journaliste, par Aurélia Sevestre

La question de la neutralité inquiète toujours, indique Aurélia Sevestre, élue au Syndicat national des journalistes.

> *« Est-ce que je peux traiter tel ou tel sujet ? Est-ce que ça va me fermer des portes ? Est-ce que ça va être trop engagé ? Ces questions*

> *ressurgissent particulièrement dans notre profession, où l'engagement militant, féministe, syndical, voire politique, est souvent perçu comme incompatible avec la neutralité journalistique »*

Concernant l'engagement syndical elle indique : « Il y a 20 ans, lorsque j'ai pris contact avec un élu du Syndicat National des Journalistes (SNJ) de mon entreprise, le directeur commercial m'a dit : "Tu es folle, tu vas te griller, arrête tout de suite." Il y avait une pression particulière sur les femmes, et peut-être aussi sur les hommes, mais je pense qu'il se permettait cette réflexion parce que j'étais jeune et femme. »



Pour obtenir des résultats concrets en matière d'égalité professionnelle, il faut des mesures précises insiste Aurélia Sevestre. « On peut parler de rattrapage de salaire spécifiquement pour les femmes. C'est une des solutions pour régler les inégalités. » Elle cite l'exemple, d'un accord conclu à France Télévisions, avec 1 million d'euros mis sur la table pour rattraper les disparités salariales, dont près de 350 femmes journalistes ont bénéficié.

> *« Nous baignons tous dans une illusion de croyance en l'égalité formelle. Les accords égalité professionnelle sont partout, mais ils ne font souvent que reprendre le code du travail et rappeler les droits de base. » se désole-t-elle.*

Il reste encore énormément de combats à mener pour atteindre une véritable égalité.

Il est crucial de diversifier les rédactions, par Nora Hamadi

Nora Hamadi n'avait pas prévu de devenir journaliste. Elle était professeure de sociologie et enseignait dans des instituts de formation pour travailleurs sociaux. À 25 ans alors qu'elle souhaite se réorienter dans le journalisme, elle ne peut pas accéder à une école et fait des demandes de stages.

> *« Le coût des écoles de journalisme est l'une des clés du problème, car il favorise la reproduction des schémas d'une pensée dominante. Il faut faire des prépas, passer des concours coûteux, traverser la France et être capable de ne pas travailler pendant deux ans. Issue d'un quartier populaire, il m'était impossible de retourner dans ces conditions. J'ai donc dû me débrouiller, en mangeant des pâtes pendant deux ans avant de réussir à pousser des portes. »*

Pour Nora Hamadi, la question de l'ouverture de ces formations et des biais sociaux est énorme.
« Malgré les efforts pour diversifier les rédactions, je suis la seule non-blanche à France Culture, sur une antenne qui va de 6h30 à 22h du lundi au dimanche. Cela montre à quel point les biais dans la production de l'information sont présents. Mon émission parle des territoires, c'est-à-dire tout ce qui n'est pas Paris, et des gens invisibilisés. »



Elle prend également l'exemple du traitement médiatique des Gilets jaunes dont le début du mouvement a révélé une forme de mépris de classe.

> *« Aujourd'hui, les rédactions sont profondément blanches, urbaines et de catégories socio-professionnelles aisées, ce qui pose un problème démocratique. Le miroir qu'on renvoie à la France n'est pas du tout à l'image de ce que sont les Français, les citoyens et nos territoires. »*

Il est donc crucial de diversifier les rédactions pour mieux représenter la diversité de la société française et offrir une information plus juste et équilibrée.

Le mouvement MeToo Média, par Emmanuelle Dancourt

« À poil l'animatrice », cette phrase a marqué Emmanuelle Dancourt lors de son premier duplexe pour France 3 Bourgogne France-Comté, illustrant les violences que peuvent subir les femmes journalistes.

Emmanuelle Dancourt revient sur la naissance de son engagement féministe, suite à la plainte déposée en avril 2022 pour agression sexuelle contre le journaliste Patrick Poivre d'Arvor.

> *« J'ai toujours cru que c'était de ma faute. Qu'est-ce que j'avais pu faire pour que cet homme me saute dessus dans son bureau ? Je n'avais pas compris que j'avais été agressée. »*

Aujourd'hui, Emmanuelle Dancourt est présidente de MeToo Média, une association qui lutte contre les violences sexistes et sexuelles dans le monde des médias et de la culture.



> *« À MeToo Media, on gère des tonnes d'affaires dont vous entendez parler dans la presse et surtout une grande majorité dont vous n'entendrez jamais parler parce qu'on ne peut pas les médiatiser, elles passent sous les radars. »*

Emmanuelle Dancourt poursuit : « Comment comprendre que M6 vire enfin Plaza, mais il aura fallu que le pénal passe par là ? TF1, dès le départ, dans le cadre de son contrat de travail avec PPDA, aurait dû le suspendre. Dans le droit du travail vous êtes obligés de tout de suite suspendre le mis en cause le temps d'une enquête interne. »

> ***« MeToo n'est pas une opinion, MeToo ce sont des faits. »***

Retour sur la matinée organisée par Equipop avec Lucie Daniel

Lors de cette journée « Femmes et médias : les rencontres de l'égalité », Equipop a organisé une matinée d'échange avec le collectif de femmes journalistes Prenons la Une et l'agence de formation féministe La Fronde. L'objectif était de réunir des journalistes, des associations féministes et des chercheuses pour réfléchir ensemble à des stratégies collectives pour lutter contre le backlash.

> *« Les adversaires des droits des femmes sont à peu près les mêmes que ceux qui s'opposent à la liberté de la presse et au pluralisme des médias. Souvent, ces groupes commencent par attaquer les droits des femmes, qui sont malheureusement souvent négligés, avant de s'attaquer à d'autres fondements de la démocratie, dont l'accès à l'information. » explique Lucie Daniel.*

Ce backlash, terme désignant l'action de mouvements réactionnaires qui réagissent de façon virulente dès que les droits des femmes connaissent des avancées, réunit des gouvernements conservateurs, des mouvements fondamentalistes religieux et des grandes fortunes conservatrices.



> *« Ces mouvements ont une capacité à s'unir dès lors qu'il s'agit d'attaquer les droits des femmes. Cette capacité est souvent minimisée, mais elle est bien réelle, comme on l'a vu après les élections européennes, où ces groupes se sont rapidement alliés pour voter contre les droits des femmes. »*

Face à ces attaques, il est crucial de tendre le micro aux associations féministes, qui connaissent bien ces mouvements antidroits. Il est également essentiel que les instances de formation au journalisme ouvrent leurs portes à des collectifs comme Prenons la Une pour changer les pratiques journalistiques.
Enfin, différents outils ont été partagés pour lutter contre les attaques et le harcèlement. L'exemple du cordon sanitaire en Belgique, qui consiste à ne pas donner de temps d'antenne direct aux groupes d'extrême droite, a été évoqué. Il s'agit de ne pas donner de temps direct à des discours liberticides, antidémocratiques ou qui ne rentrent pas dans le cadre légal.

Des collectifs comme Prenons la Une, le collectif AJAR (Association des Journalistes Antiracistes et Racisé·e·s), et l'AJL qui lutte contre les discriminations LGBT dans les médias, sont des ressources précieuses.

> *« L'action collective est essentielle pour renforcer nos alliances et travailler ensemble pour défendre les droits des femmes et la démocratie. »*

Femmes et médias : les rencontres de l'égalité

Le CESE en partenariat avec Equipop, Ouest-France, Reporters sans frontières, l'Onde Porteuse, Prenons la Une et l'Agence la Fronde, a organisé une journée pour échanger autour des défis liés au secteur des médias, interrogeant les liens entre droits des femmes, médias et démocratie.

Des ateliers dédiés aux journalistes et aux professionnels des médias ont été organisés le matin par Equipop, Prenons la Une et l'Agence la Fronde.

Une émission de radio organisée par le CESE et l'Onde Porteuse, en partenariat avec Ouest-France, a été enregistrée et diffusée l'après-midi. 68 radios associatives partenaires ont diffusé l'émission.

La journée a été clôturée par le vernissage d'une exposition de Reporters sans frontières en collaboration avec le CESE. L'exposition est visible sur les grilles extérieures du CESE pendant tout le mois de mars.

Photos © Katrin Baumann / CESE

© - copyright CESE - Novembre 2026